

# LES MERCREDIS DE L'ÉCONOMIE EN OCCITANIE



## *COMMENT RÉDUIRE L'INFLATION ?*

LETTRE AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE - 2022

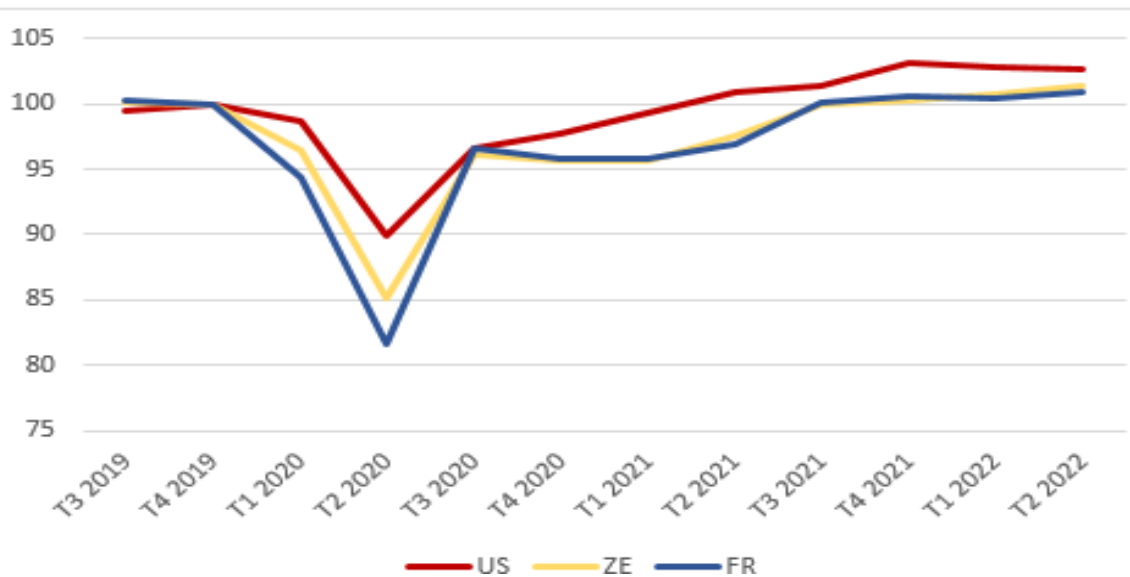
- 1. Entre chocs et incertitudes**
2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »
3. La normalisation de la politique monétaire
4. Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste
5. Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022
6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022

# LES DEUX PREMIERS CHOCS : LE COVID, ET LE REBOND

Le Covid a provoqué une chute d'activité profonde que les économies développées ont pu surmonter : toutes ont retrouvé leurs niveaux d'activité d'avant crise

PIB en volume

base 100 = T4 2019



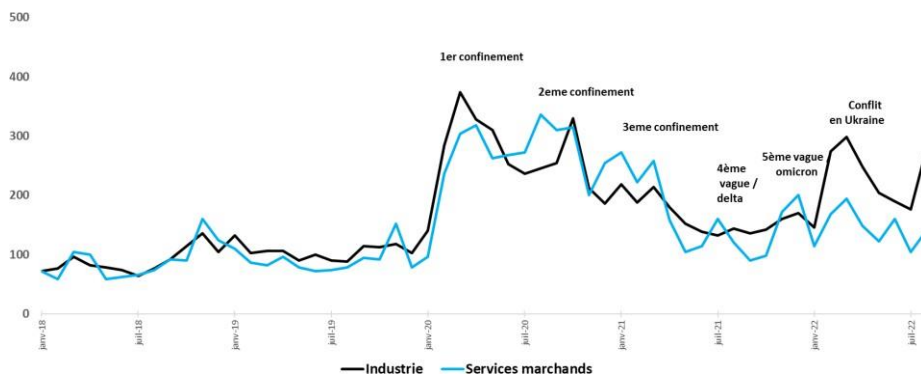
Au 1<sup>er</sup> semestre 2022, le dynamisme de la reprise a été affecté par le déclenchement de la guerre en Ukraine.

# LES ÉCLAIRAGES LES PLUS RÉCENTS SUR L'ACTIVITÉ EN FRANCE

## Part des entreprises indiquant des difficultés d'approvisionnement (en %)



## Indicateur d'incertitude



**Une demande qui résiste**  
(croissance attendue à +0,3% au T3, après 0,5% au T2)

### Des tensions sur l'offre :

- baisse des difficultés d'approvisionnement des entreprises ;
- des difficultés de recrutement persistantes (57%) ;
- une forte hausse de l'incertitude dans l'industrie en lien avec l'énergie (prix/disponibilité) ;
- La poursuite d'une inflation élevée.

# UNE ÉCONOMIE QUI RÉSISTE BIEN JUSQU'À PRÉSENT, MAIS VA RALENTIR AVEC DE FORTES INCERTITUDES

Prévisions Banque de France actualisées au 15 septembre, avec en variante des scénarios dégradés :

- Pour **2022**, une croissance supérieure à 2,3 % (prévisions de juin) - **Résilience**
- Pour **2023**, de grandes incertitudes, notamment sur le marché du gaz : un fort ralentissement, pouvant aller jusqu'à une récession limitée. **Ralentissement**
- Pour 2024, une reprise de la croissance. **Reprise**
- Un taux de chômage historiquement faible à court terme (7,4 %) qui devrait remonter modérément par la suite



# UN CHOC ÉCONOMIQUE MOINS FORT MAIS DES IMPACTS SIGNIFICATIFS

## POINTS CLÉS DE LA PROJECTION FRANCE

	2019	2020	2021	2022	2023 <sup>a)</sup>	2024
PIB réel	1,9	-7,9	6,8	2,6	{ 0,8 ; -0,5 }	1,8
IPCH <sup>b)</sup>	1,3	0,5	2,1	5,8	{ 4,2 ; 6,9 }	2,7

Source : [Banque de France - projections macro-économiques - septembre 2022](#)

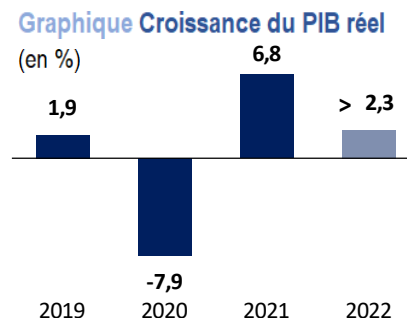
Les incertitudes particulièrement élevées, en particulier sur le prix et l'approvisionnement en gaz, et sur les mesures tarifaires pour y faire face, conduisent la Banque de France à présenter **une fourchette de prévision pour l'année 2023**

L'activité suite à la guerre russe en Ukraine, serait marquée entre 2022 et 2024 par un cycle **Résilience – Ralentissement – Reprise**

L'**inflation** connaîtrait son pic d'ici début 2023 dans un contexte de tensions persistantes sur les prix de l'énergie, avant de revenir vers 2 % d'ici fin 2024

# POUR ÊTRE SURMONTÉ, LE CHOC DE LA GUERRE EN UKRAINE DOIT ÊTRE ÉQUITABLEMENT RÉPARTI

- « **Prélèvement extérieur** » : environ 2,5 % du PIB
- Choc Ukraine différent du choc Covid
  - Effet PIB moins brutal : ne justifie pas un nouveau « quoi qu'il en coûte »
  - Choc inflationniste et non déflationniste : pas de soutien de la politique monétaire
  - Choc plus durable : s'adapter au nouvel environnement



**L'amortisseur public ne peut cette fois-ci jouer que partiellement**

⇒ **un effort équitablement réparti**



**Entreprises:** leurs marges seraient affectées en 2022-2023 avant de retrouver un niveau proche du pré-Covid en 2024



**Ménages:** pouvoir d'achat affecté en 2022, se redresserait d'ici 2024. Aider les personnes (et notamment les plus touchées) plutôt que la consommation d'énergie



**État:** coût des premières mesures gouvernementales déjà proche de 50 milliards d'euros en 2022. **Viser des mesures ciblées et temporaires.**



1. Entre chocs et incertitudes
- 2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »**
3. La normalisation de la politique monétaire
4. Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste
5. Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022
6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022



# LE RETOUR DE L'INFLATION

Après une décennie en-dessous de l'objectif de 2 %, la hausse des prix connaît une forte accélération

En août 2022, l'inflation a atteint **+6,5 %** en France selon l'indice harmonisé IPCH, **+5,8 %** selon l'indice IPC\*

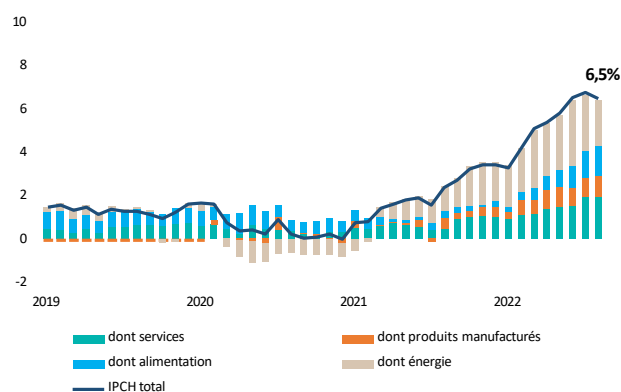
Ce niveau **trop élevé** reste néanmoins le plus bas de la zone euro (**moyenne de la zone euro à + 9,1 %**), grâce notamment au bouclier tarifaire.

En août 2022, l'inflation de la zone euro a encore été marquée par une **forte dispersion**

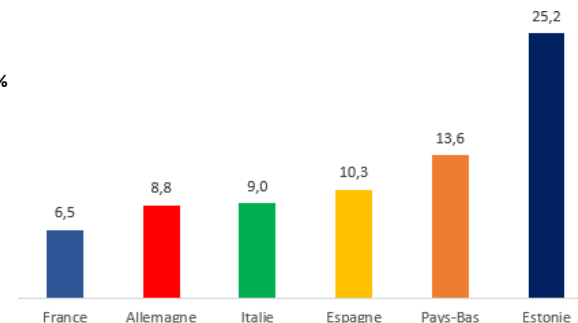
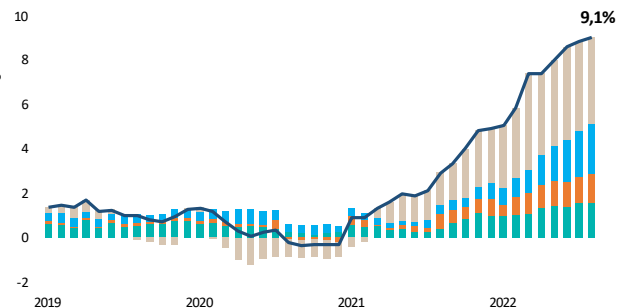
Graphique 1 Inflation et composantes

(en %, en glissement annuel)

a) En France



b) En zone euro



Inflation sous-jacente (hors énergie et alimentation) :  
+4,1 % en France, +4,3 % en zone euro

Une inflation désormais également plus « **interne** », plus « **large** », qui va se maintenir à un niveau élevé sous l'effet des chocs sur le prix du gaz

# UNE INFLATION ENCORE LARGEMENT IMPORTÉE, MAIS QUI S'INTERNALISE ET S'ÉLARGIT

Un phénomène dont l'origine est essentiellement **externe**

- Reprise économique mondiale post-Covid
- Guerre russe en Ukraine

 *Forte hausse du prix des matières premières (pétrole et gaz en particulier)*

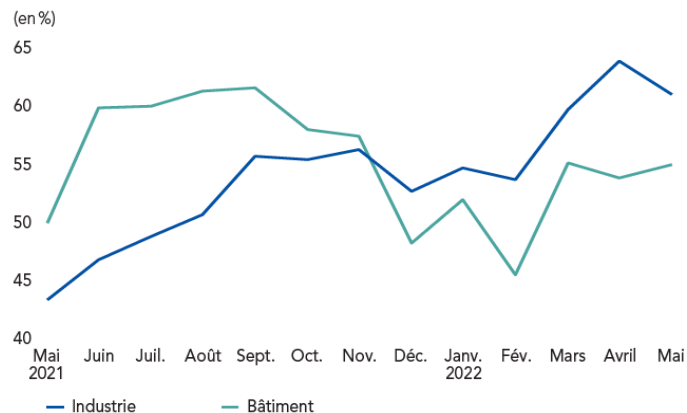
 *Tensions sur l'approvisionnement*



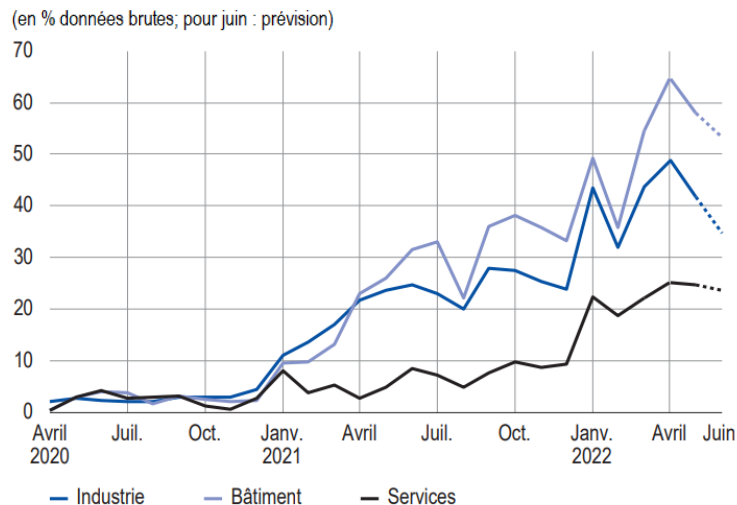
Une inflation désormais également plus « **interne** », plus « **large** »

 Inflation sous-jacente de 3,3 % en juin

Graphique 3 Part des entreprises françaises indiquant des difficultés d'approvisionnement



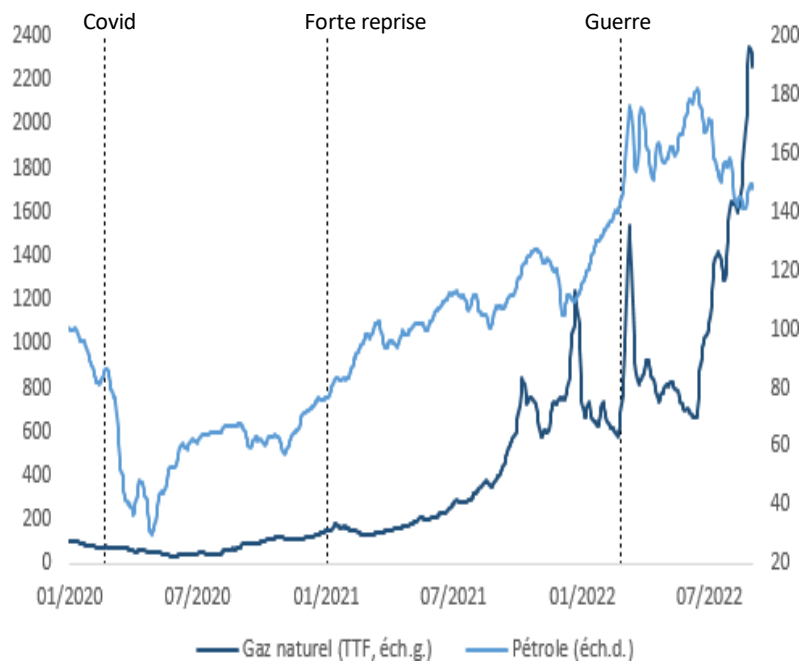
Graphique Proportion de chefs d'entreprise ayant augmenté leurs prix de vente



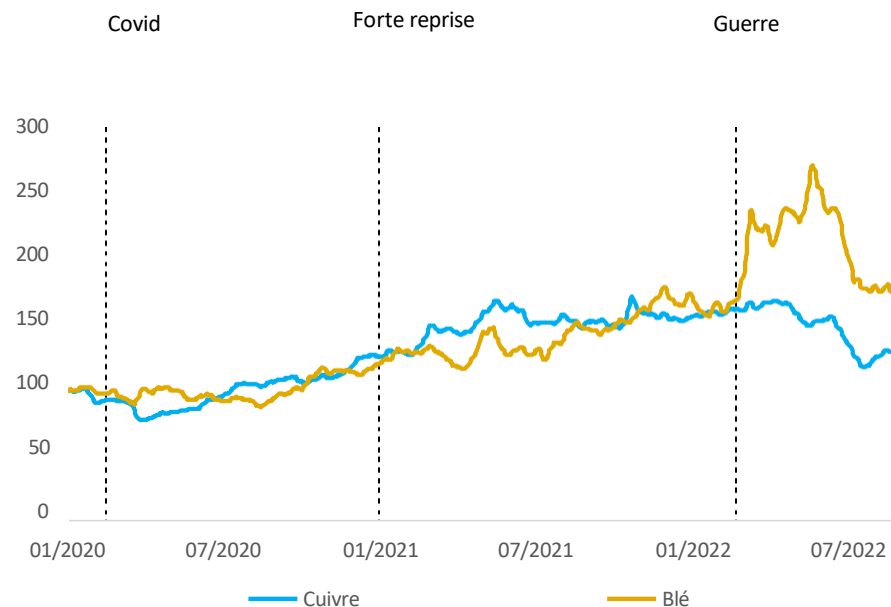
# ÉVOLUTION DU PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Au choc du COVID puis de la forte reprise, s'est ajouté celui de la guerre en Ukraine, provoquant une forte hausse des prix de l'énergie et de l'électricité en Europe

Graphique 19 Cours des combustibles fossiles



Graphique 20 Indices des prix des matières agricoles et métaux industriels

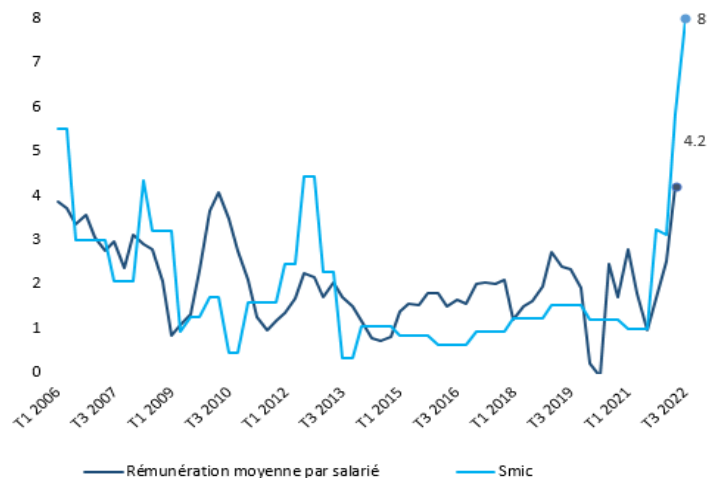


# ÉVOLUTION DES SALAIRES ET DU POUVOIR D'ACHAT

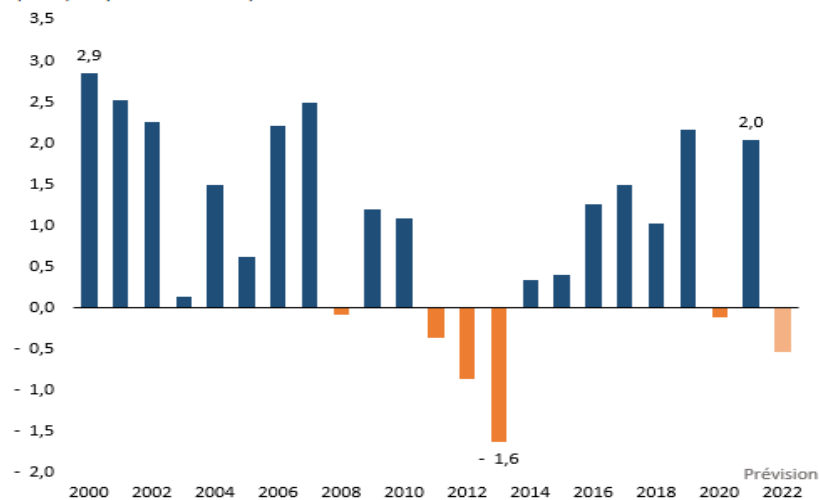
- La rémunération moyenne par salarié (y.c. bonus, primes, heures supplémentaires etc.) croît de 4,2 % en glissement annuel au 2<sup>e</sup> trimestre 2022. Selon nos premières estimations, elle continuerait à accélérer dans les prochains trimestres pour atteindre un pic proche de 6 % mi-2023.
- Mais à ce stade, pas d'enclenchement d'une spirale prix-salaires.

- Les ménages sont inégalement touchés par l'inflation.
- Ils ressentent néanmoins fortement la perte moyenne de pouvoir d'achat début 2022. Après plusieurs années de hausse significative, le pouvoir d'achat moyen serait impacté sur 2022.
- Le recul de pouvoir d'achat semble nettement plus marqué dans le reste de la zone euro et au Royaume-Uni

Graphique 5 Évolution du Smic et de la rémunération moyenne par salarié en France (glissement annuel, en %)



Graphique 4 Évolution du pouvoir d'achat par habitant en France (en %, moyenne annuelle)

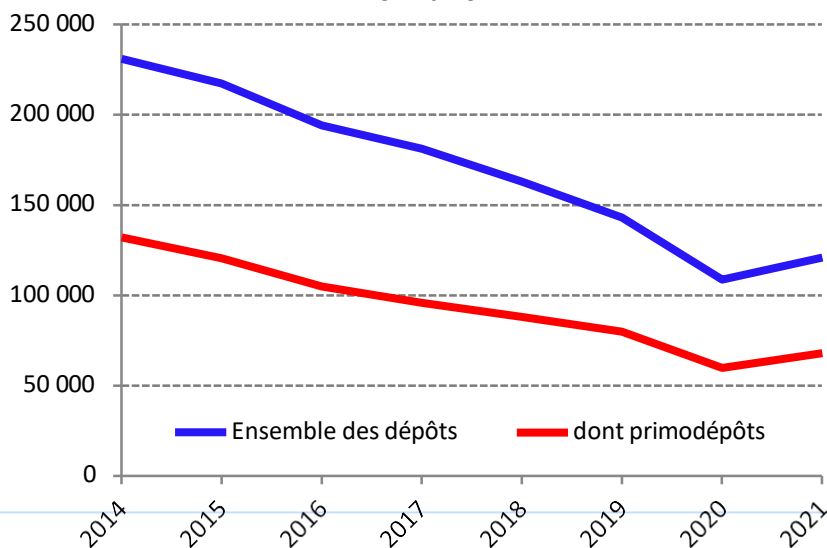


Sources : Insee, Banque de France (prévision 2022).

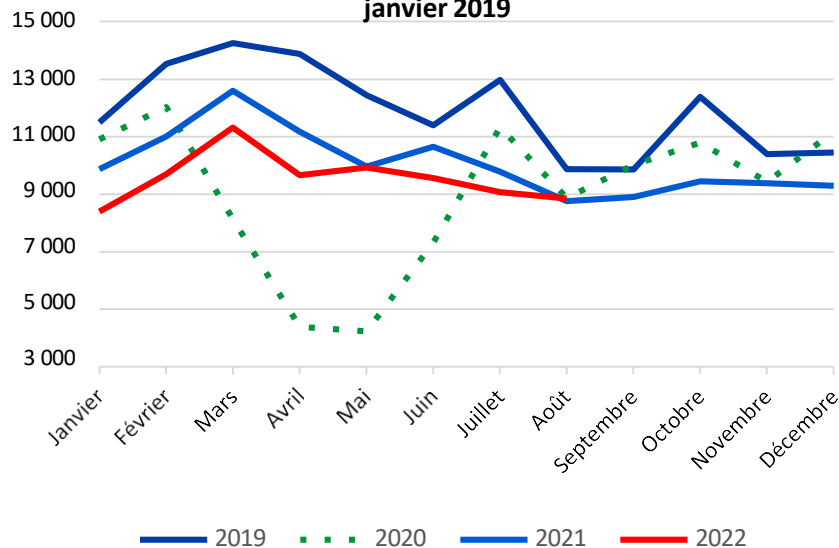
# ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS DE SURENDETTEMENT

Le nombre de dossiers déposés a presque diminué de moitié entre 2014 et 2021 (-48%)

Nombre de dépôts de dossiers de surendettement de 2014 à 2021



Évolution mensuelle des dépôts de dossiers depuis janvier 2019



Cette tendance baissière se poursuit en 2022  
(-9% sur les 8 premiers mois 2022 par rapport aux 8 premiers mois 2021)



1. Entre chocs et incertitudes
2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »
- 3. La normalisation de la politique monétaire**
4. Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste
5. Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022
6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022

# UNE NORMALISATION MONÉTAIRE INDISPENSABLE ET PROGRESSIVE

L'inflation (et le pouvoir d'achat) est la première préoccupation aujourd'hui de nos concitoyens et des entreprises. Une inflation autour de 2% à moyen terme est aussi :

- notre mandat
- notre engagement ferme

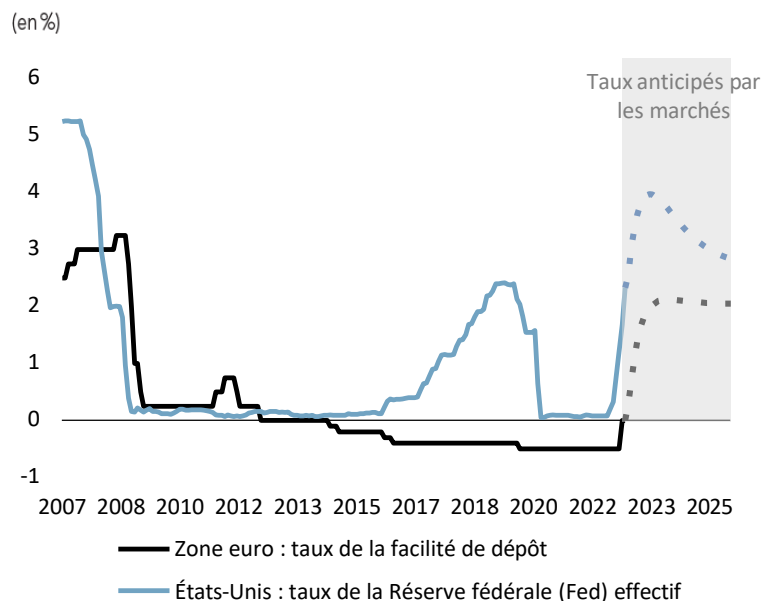
Inflation trop faible durant la dernière décennie ➡ Politique monétaire accommodante

La situation s'est aujourd'hui inversée ➡ Normalisation monétaire

## Normalisation monétaire

- hausses de 50 pb en juillet (fin des taux négatifs); nouvelle hausse significative en septembre
- aller d'abord vers le « taux neutre », actuellement estimé jusqu'à 2 %
- resserrement éventuel au-delà, si nécessaire pour remédier à l'inflation excessive
- création en juillet du nouvel « instrument de protection de la transmission » (≠ écarts de taux injustifiés, notamment sur l'Italie)

Graphique 10 Taux directeurs en zone euro et aux États-Unis



Dernier point au 31/08/2022

# L'INFLATION DEVRAIT REVENIR AUTOUR DE 2 % EN 2024

## Anticipations d'inflation



Ménages européens :  
5,9 % à horizon 1 an



Prévisionnistes professionnels :  
2,1 % à horizon 5 ans



Entreprises françaises :  
3 % à horizon 3-5 ans



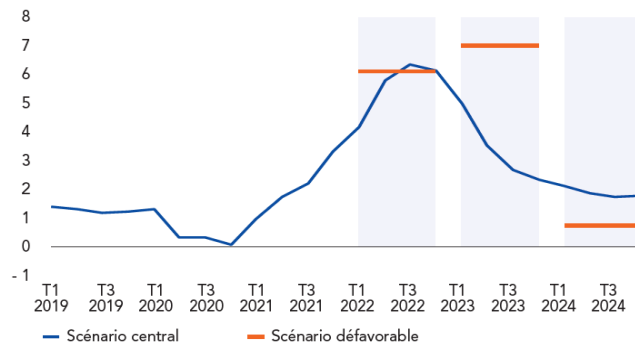
Marchés :  
2,2 % à horizon 10 ans

## Nos prévisions d'inflation

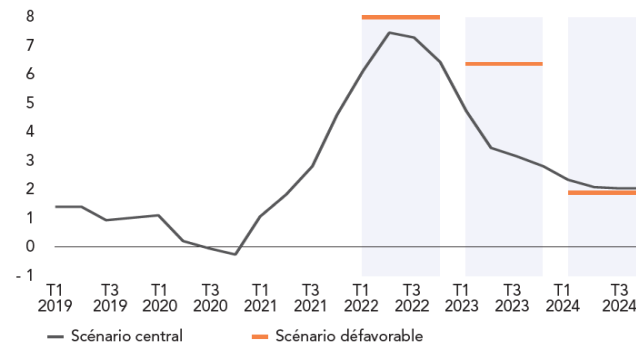
Graphique 8 Projection d'inflation à l'horizon 2024

(en %)

a) En France



b) En zone euro



Note : Pour le scénario défavorable, prévisions annuelles.

Sources : Eurostat, projections BCE et Banque de France de juin 2022.

**Une inflation autour de 2% à moyen terme est aussi et surtout :**

- notre mandat
- notre engagement ferme

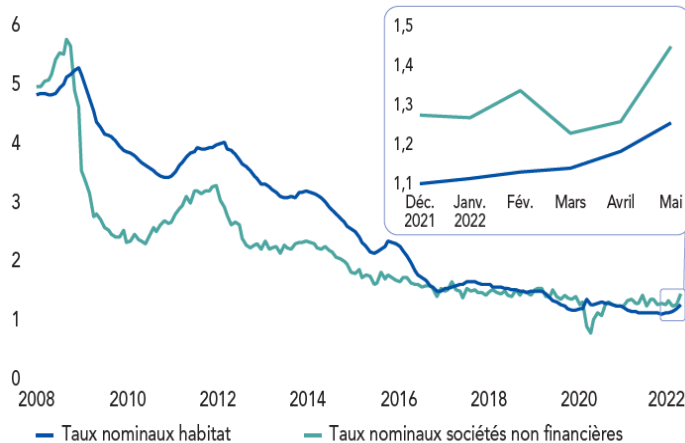


# FINANCEMENT DES ENTREPRISES ET DES MÉNAGES : DES CONDITIONS TOUJOURS FAVORABLES

## Crédits bancaires

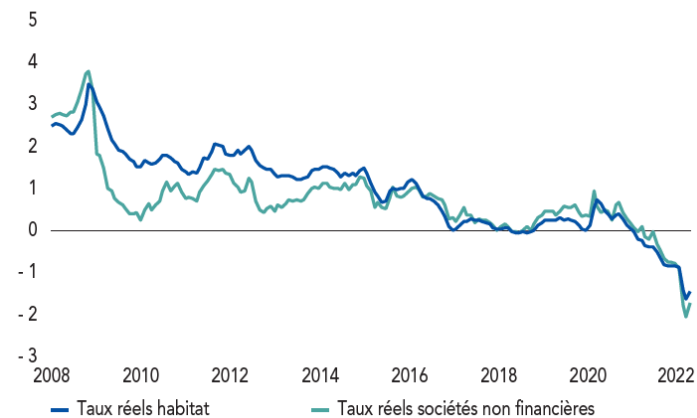
- **Taux nominaux** : ils restent historiquement bas, malgré une légère augmentation depuis fin 2021
- **Taux réels** (après déduction des anticipations d'inflation) : négatifs depuis 2021, ils restent très favorables à l'activité économique

a) Taux nominaux



Sources : BCE, Eurostat, calculs Banque de France (dernières données à mai 2022).

b) Taux réels



## Financement de marché (entreprises)

**Hausse plus marquée** des taux, en particulier sur les segments les plus risqués (*high yield*)

# L'ENJEU DE SOUTENABILITÉ DE LA DETTE PUBLIQUE FRANÇAISE

Risque inflation et hausses des taux directeurs anticipés **beaucoup plus rapidement** sur les marchés

Graphique 12 Taux des obligations souveraines de l'État français

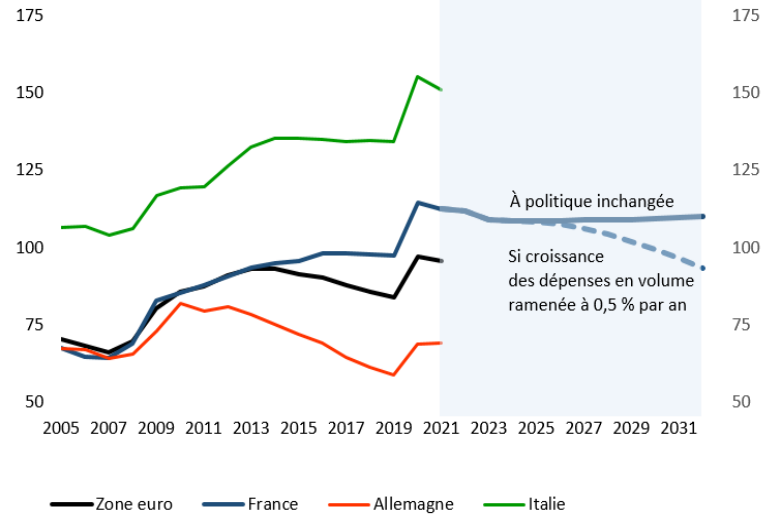
(en % annualisé)



Sources : Bloomberg, calculs Banque de France (dernières données au 30 juin 2022).

Projections : la dette publique resterait au mieux **quasi-stable autour de 110 %** du PIB à horizon 2032

Graphique 13 Ratios de dette publique des principaux pays de la zone euro (en % du PIB)



**La France doit se fixer un objectif ambitieux et crédible de désendettement**

- 1 Temps
- 2 Croissance potentielle
- 3 Meilleure efficacité de nos dépenses publiques (norme de dépenses)

# POUR RÉDUIRE L'INFLATION ET ACCROÎTRE LA CROISSANCE, MUSCLER NOTRE CAPACITE PRODUCTIVE

Politiques monétaires et budgétaires de soutien à la demande : adaptées au choc Covid, moins pertinentes face au choc Ukraine



**Politiques de l'offre, pour « muscler » notre capacité productive dans la durée**

→ Elles contribueraient à **réduire l'inflation**

Elles **renforceraient la croissance potentielle** (« vitesse de croisière » de l'économie

→ française) d'environ **un demi-point : l'augmenter d'environ 1,25 % aujourd'hui jusqu'à 1,5 % – 2 %, si nous réussissons trois grandes transformations**



Transformation  
écologique et  
énergétique

*1/3 de la croissance potentielle  
supplémentaire*



Transformation  
numérique



Augmentation de l'offre de travail  
et des compétences

*2/3 de la croissance potentielle  
supplémentaire*

**Nous pourrions alors viser de concilier le plein-emploi à 5 ou 10 ans, le soutien au pouvoir d'achat durablement financé, et la réduction de la dette publique**

# UN DÉFI SPÉCIFIQUE À LA FRANCE : L'OFFRE DE TRAVAIL, ET SA QUALIFICATION

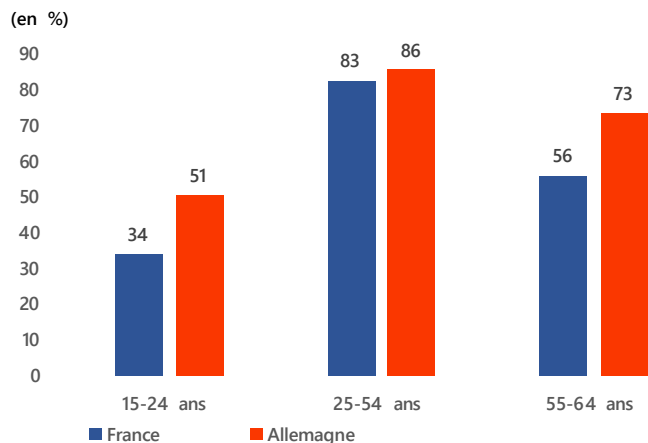
**2,9 millions**  
demandeurs d'emplois

vs.

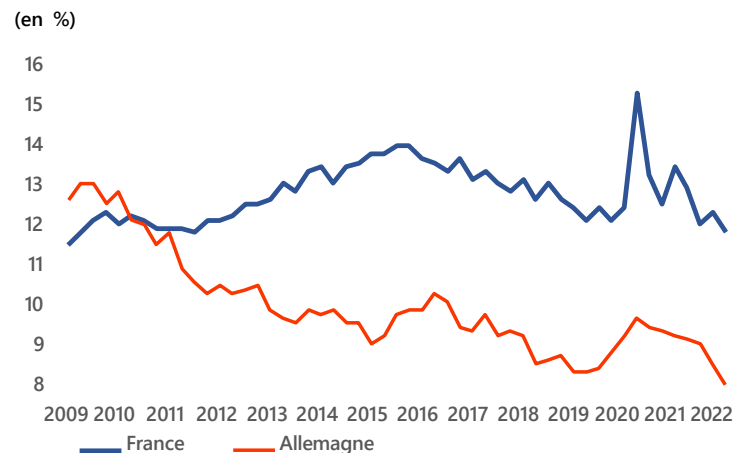
**350 000** emplois non pourvus

**57 %** des entreprises éprouvent des  
difficultés de recrutement

Graphique 17 Taux d'emploi par classe d'âge en France et en Allemagne



Graphique 18 Part des jeunes entre 15 et 29 ans ni en études, ni en emploi, ni en formation, en France et en Allemagne



## Quelques leviers possibles, relevant naturellement du débat démocratique :

- ➡ **Pour tous** Formation professionnelle (optimisation CPF) ; ajustement de l'assurance-chômage ?
- ➡ **Pour les jeunes** Apprentissage et éducation
- ➡ **Pour les seniors** Réforme des retraites, si (i) juste (ii) engagement des entreprises envers leurs seniors ?



1. Entre chocs et incertitudes
2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »
3. La normalisation de la politique monétaire
4. **Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste**
5. Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022
6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022

# UN SOUTIEN MASSIF APPORTÉ AUX ENTREPRISES POUR UNE REPRISE RAPIDE

## QUOI QU'IL EN COÛTE

- Maintenir les activités et les emplois



En Milliards d'euros

**Soutien à la trésorerie des entreprises 235**

Prise en charge des coûts

- Activité partielle 35
- Fonds de solidarité, couts fixes... 40

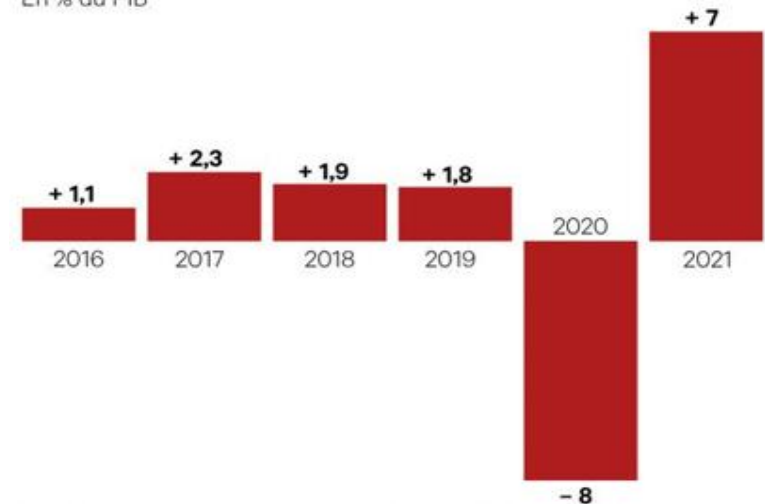
Endettement

- Report de charges fiscales et sociales 20
- Prêts Garantis par l'État 140

## UNE CHUTE RAPIDE D'ACTIVITÉ UNE REPRISE VIGOUREUSE

### La croissance de la France

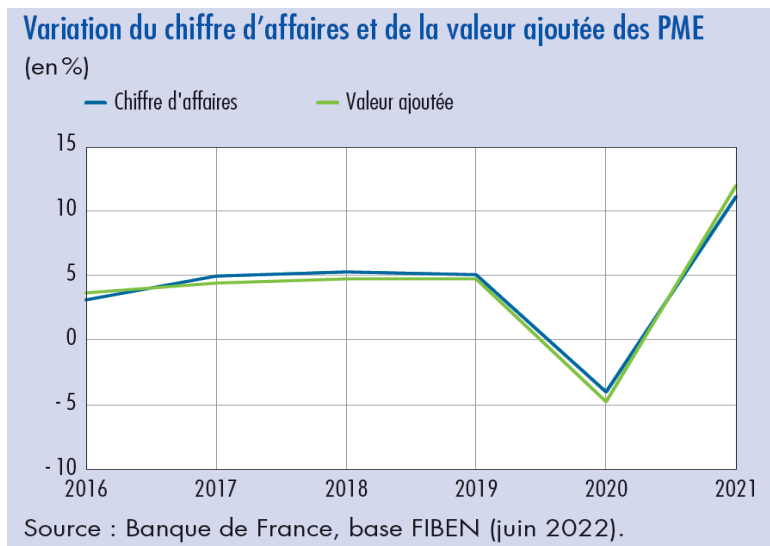
En % du PIB



Régime temporaire européen des aides d'État jusqu'au 30 juin 2022

# LA RÉSILIENCE DES PME EN 2021 : UN ATOUT POUR AFFRONTER LES DIFFICULTÉS DE 2022 (1/3)

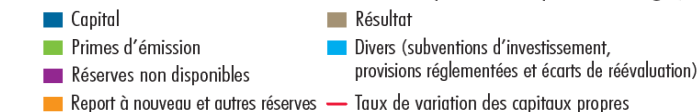
1 - En 2021, le chiffre d'affaires des PME augmente de 11,2 % sur un an, entraînant un redressement de leur taux de marge et de leur rentabilité.



2 - Un important renforcement des capitaux propres, qui augmentent de plus de 10 %.

## G6 Taux de croissance des capitaux propres et contributions de ses composantes

(taux de variation en %, contributions en points de pourcentage)



Champ et note : Cf. tableau.  
Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2022).

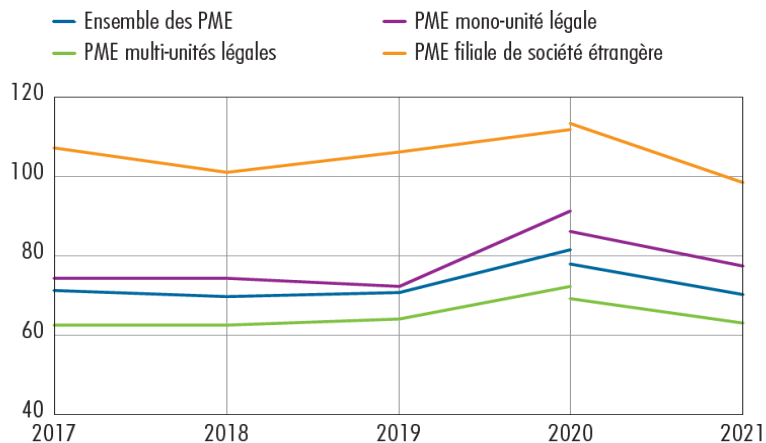
Source : [Bulletin de la Banque de France n° 242 - Article 3 - Septembre 2022](#)

# LA RÉSILIENCE DES PME EN 2021 : UN ATOUT POUR AFFRONTER LES DIFFICULTÉS DE 2022 (2/3)

3 - Après une forte hausse de leurs dettes en 2020, alimentée par le recours aux prêts garantis par l'État, les PME baissent sensiblement leur **taux d'endettement en 2021 (- 8 points)**.

## G8 Levier financier des PME (endettement financier/capitaux propres)

(en %)

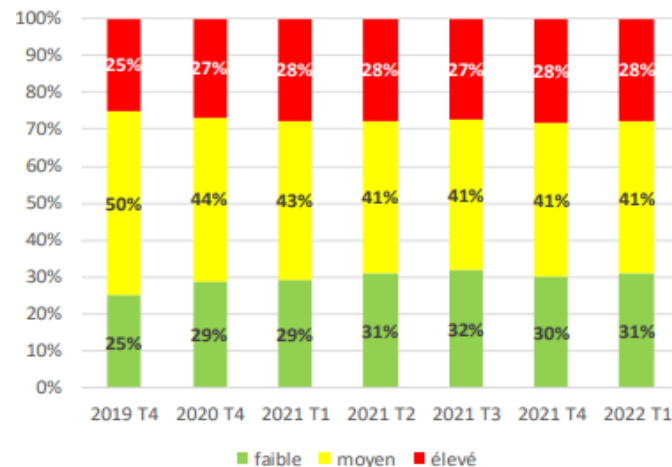


Champ et note : Cf. tableau.

Source : Banque de France, base FIBEN (juin 2022).

4 - Parallèlement, **la trésorerie se renforce** encore de 8 % en 2021, après s'être accrue de près de 30 % en 2020, ce qui a permis à la grande majorité des PME de maîtriser leur endettement bancaire net

## Répartition des PME en fonction du caractère plus ou moins élevé de leur endettement bancaire net (en % du nombre d'entreprises)



Source : [Bloc-note Eco - Billet n°283](#)

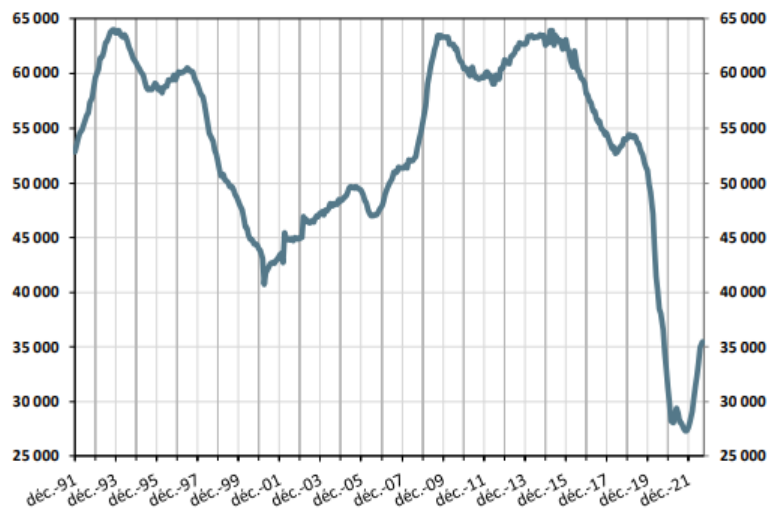


# LA RÉSILIENCE DES PME EN 2021 : UN ATOUT POUR AFFRONTER LES DIFFICULTÉS DE 2022 (3/3)

## 5 – Des défaillances d'entreprises qui restent contenues

### 1 – Nombre de défaillances

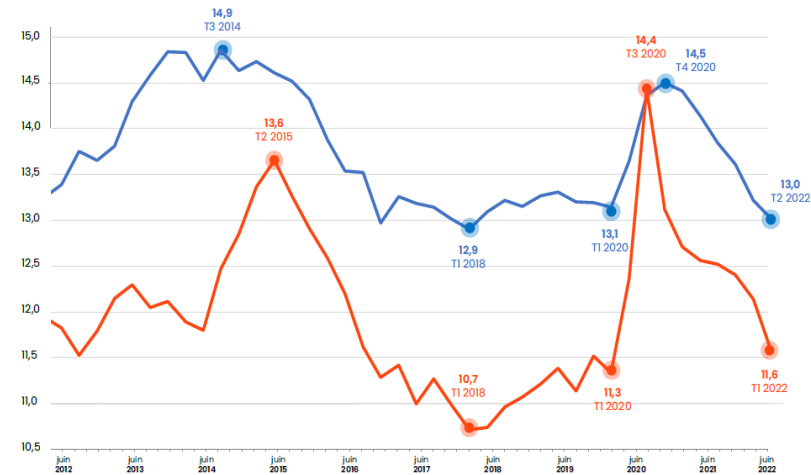
Cumul sur les douze derniers mois  
déc. 1991 à juillet 2022 (+ août 2022 provisoire)



Source : [Stat Info mensuel de la Banque de France](#)

## 6 – Des retards de paiement revenus au niveau d'avant COVID

Comparaison France / Europe de l'évolution des retards de paiement des structures publiques et privées depuis 10 ans



Source : Altares

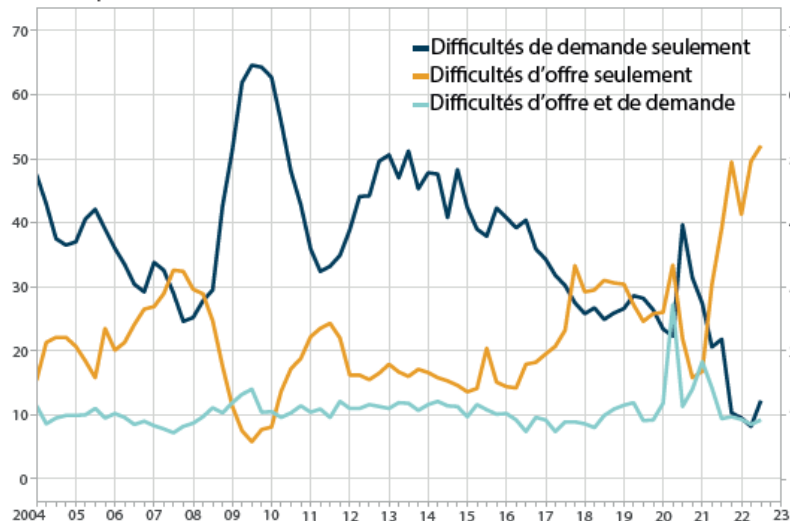
● Europe  
● France

# DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES (1/4)

## 1 – Un choc d'offre

### ► 1. Difficultés d'offre et de demande dans l'industrie manufacturière

% d'entreprises déclarant de telles difficultés



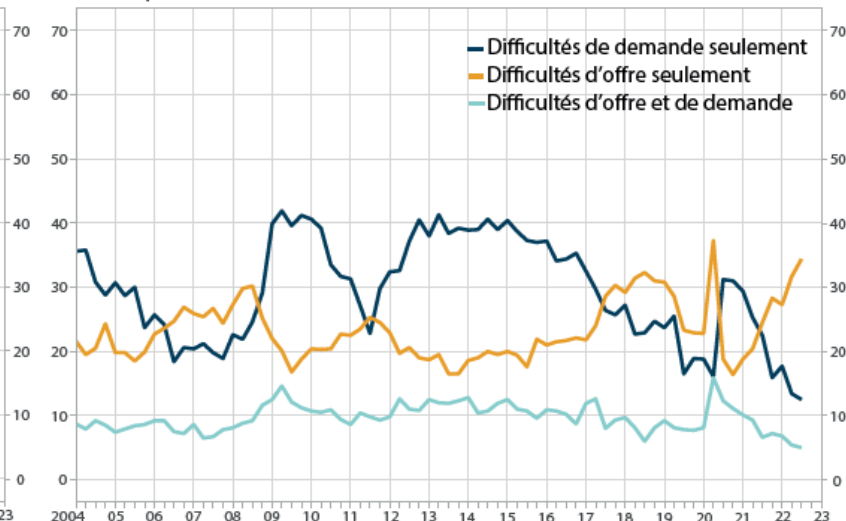
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Dernier point : juillet 2022.

Source : Insee, enquête trimestrielle de conjoncture dans l'industrie

### ► 2. Difficultés d'offre et de demande dans les services

% d'entreprises déclarant de telles difficultés



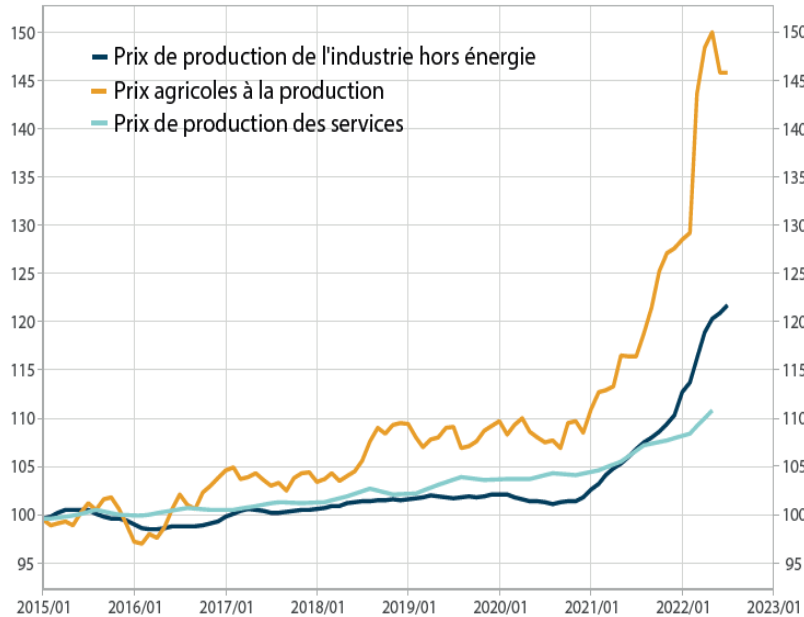
Note : les résultats sont pondérés par les chiffres d'affaires.

Dernier point : juillet 2022.

Source : Insee, enquêtes de conjoncture dans les services

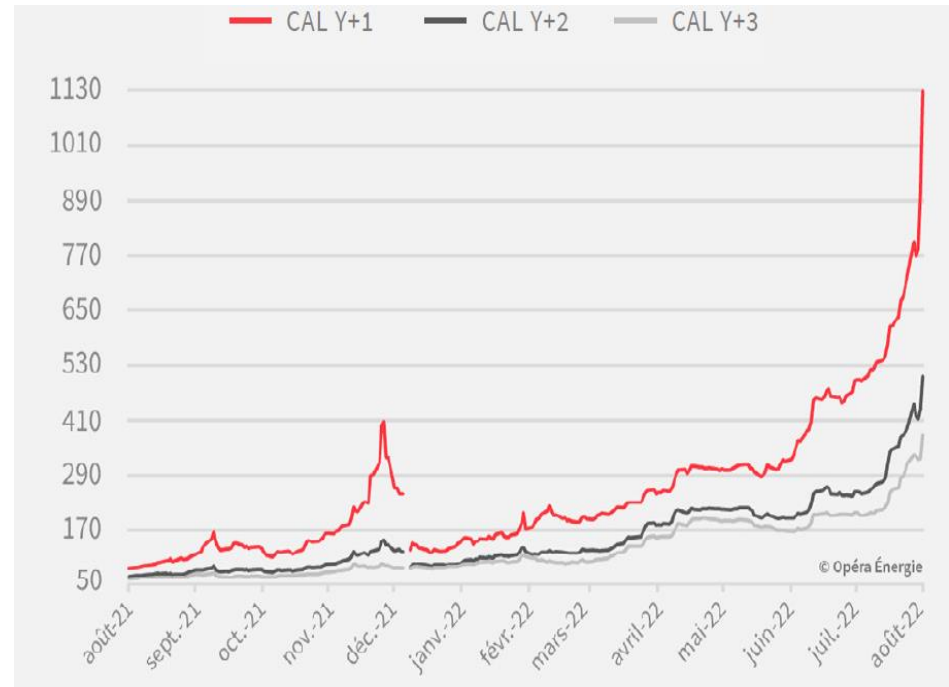
# DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES (2/4)

## 2 – Faire face à l'explosion des prix à la production



Source : INSEE point de conjoncture de septembre 2022

## 3 – Le défi du coût de l'électricité

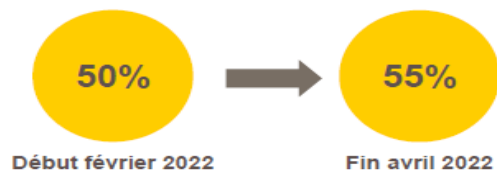


Source : Baromètre Opéra Energie

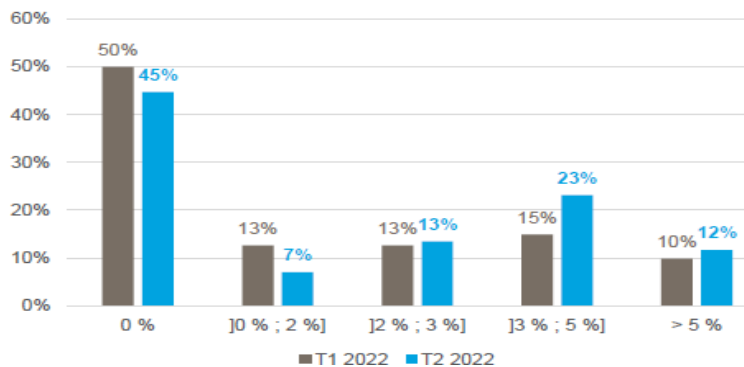
# DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES (3/4)

## 4 – La pression sur les salaires

Part des dirigeants prévoyant d'augmenter les salaires en 2022



Augmentation des salaires prévue en 2022

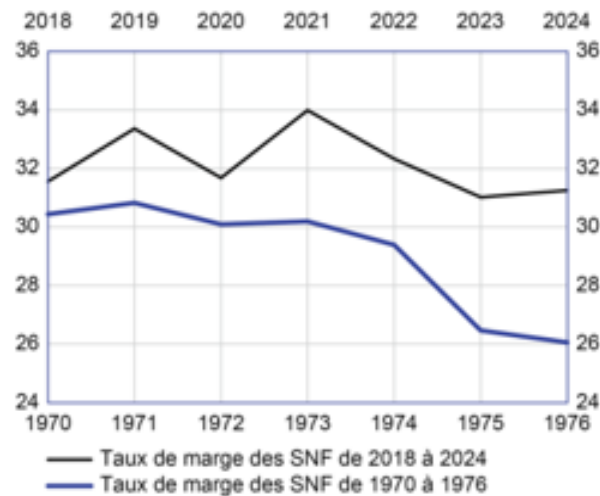


Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode (mai 2022)

## 5 – La pression sur les marges

Taux de marge des sociétés non financières, comparaison avec les années 1970

(en % de la valeur ajoutée)



Source : Banque de France – projections macroéconomiques – Juin 2022

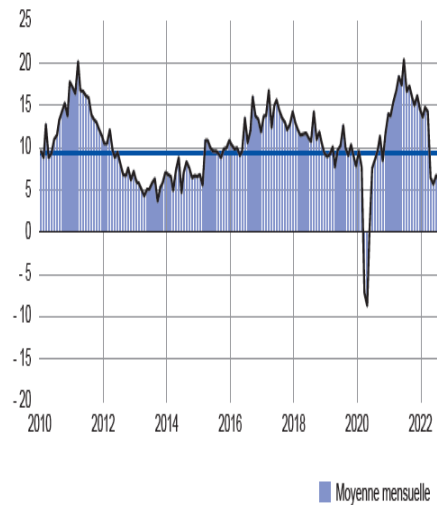
# DES IMPACTS SIGNIFICATIFS POUR LES ENTREPRISES (4/4)

## 6 – La trésorerie sous tension

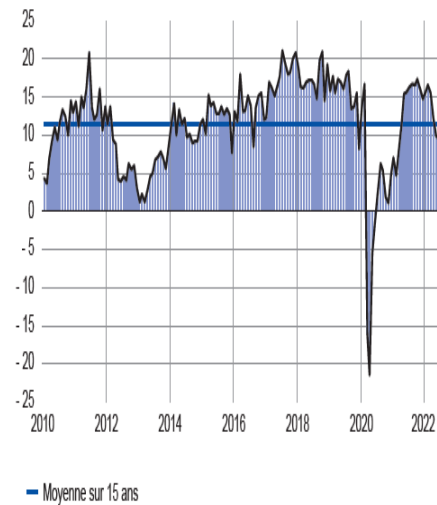
### Situation de trésorerie

(solde d'opinion CVS-CJO)

a) Dans l'industrie



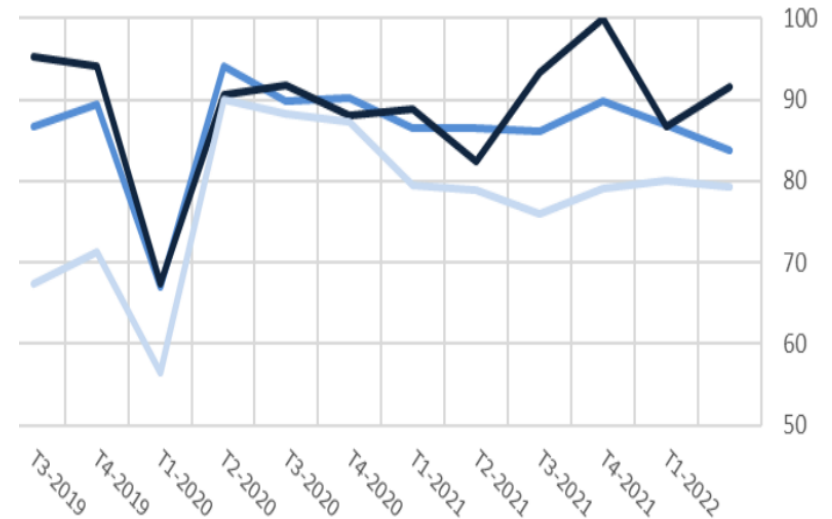
b) Dans les services marchands



Source : [Banque de France - Point sur la conjoncture française à début septembre 2022](#)

## 7 – Mais un accès au crédit maintenu

Obtention de crédits de trésorerie en % des entreprises ayant demandé ce type de crédit (en totalité ou à plus de 75 %)



Source : [Banque de France - accès au crédit des entreprises au 2ème trimestre 2022](#)

**QUOI ?**

**QUI ?**

**COMMENT ?**

**DÉTECTER**

de manière  
anticipée les  
fragilités financières

**ORIENTER**

les entreprises en  
situation de fragilité  
vers le meilleur  
dispositif

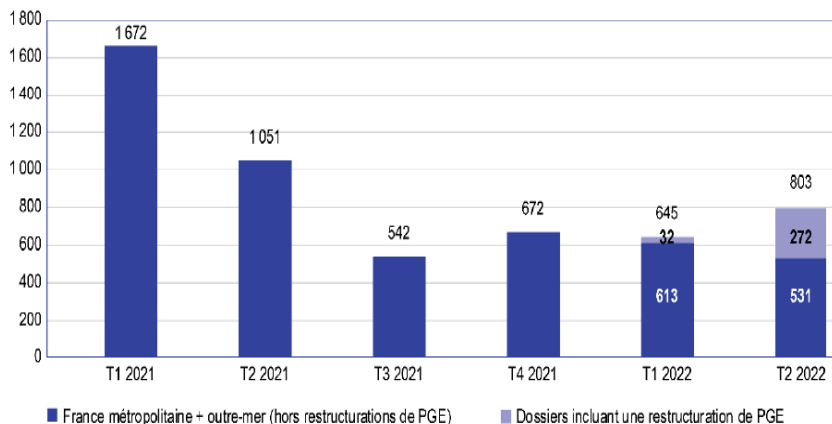
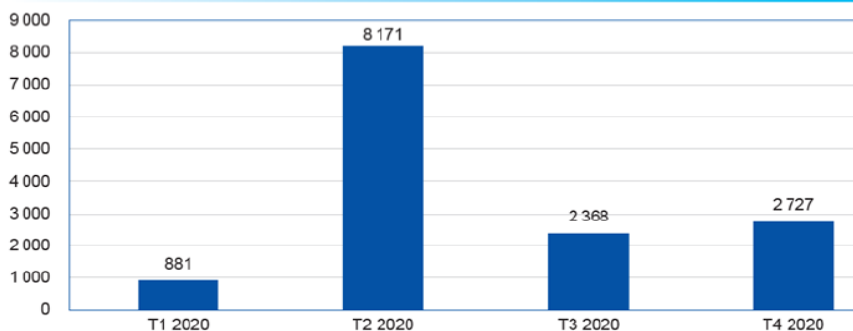
**PROPOSER**

à chaque entreprise  
une solution adaptée  
à sa situation

Référence : Le plan d'action sur l'accompagnement des entreprises en sortie de crise

# LA MÉDIATION DU CRÉDIT MOBILISÉE DÈS LA CRISE DE LA COVID

Nombre de dossiers éligibles (France métropolitaine et outre-mer)



## Les 5 avantages de la Médiation du crédit



- Un service gratuit et confidentiel
- Un premier contact avec un médiateur du crédit dans les 48 heures suivant le dépôt d'un dossier de médiation
- Un maintien de ses concours bancaires existant pendant la durée de la médiation
- Une expertise sur mesure
- Un traitement local de son dossier



## ... MAIS UN ACCÈS AU CREDIT MAINTENU

Crédit (en millions d'euros)		Occitanie		France	
		Encours juin 2022	Juin 2022/juin 2021	Encours juin 2022	Juin 2022/juin 2021
Entreprises	<b>Total</b>	<b>83 469</b>	<b>6,2%</b>	<b>1 246 586</b>	<b>5,2%</b>
	<i>Court terme</i>	7 408	-34,2%	124 323	-31,9%
	<i>Investissement</i>	76 061	13,0%	1 122 263	12,0%
Crédit (en milliers d'euros)		Production juin 2022	Juin 2022/juin 2021	Production juin 2022	Juin 2022/Juin 2021
Particuliers	<b>Total</b>	<b>112 288</b>	<b>6,6%</b>	<b>1 445 540</b>	<b>6,3%</b>
	<i>Immobilier</i>	103 610	6,9%	1 308 244	6,6%
	<i>Consommation</i>	8 678	2,6%	137 297	3,5%

Source : Banque de France





## LA MÉDIATION DU CRÉDIT : UNE VOIE POUR RESTRUCTURER UN PGE

Une voie **complémentaire aux procédures amiables**, notamment adaptée à la situation des très petites entreprises avec un endettement essentiellement bancaire

**PGE de moins de 50 000 euros**



Saisir directement la médiation du crédit

<https://mediateur-credit.banque-france.fr/saisir-la-mediation/vous-allez-saisir-la-mediation-du-credit>

**PGE de plus de 50 000 euros**



Saisir le Conseiller départemental à la sortie de crise

<https://www.impots.gouv.fr/>

**Pour bénéficier, en cas d'accord :**

1. d'un étalement supplémentaire de 2 à 4 ans du PGE
2. d'une possibilité de différé en capital de 6 mois au plus du PGE
3. d'une absence de prime de garantie pour le PGE sur la durée supplémentaire
4. d'un étalement des autres crédits bancaires
5. d'un maintien des financements à court terme



## APRÈS LA RESTRUCTURATION, QUELLES CONSÉQUENCES ?

Le **classement en défaut par les banques**, une obligation imposée par la réglementation européenne dans trois cas :

- arriérés de paiement de plus de 90 jours
- La banque estime que l'entreprise ne pourra probablement pas s'acquitter de sa dette
- Si restructuration motivée par l'incapacité de l'entreprise à faire face à ses dettes

La **cotation Banque de France** (30% des entreprises bénéficiaires de PGE) apprécie la capacité des entreprises à faire face à ses dettes, c'est un « thermomètre » de la situation financière de l'entreprise.

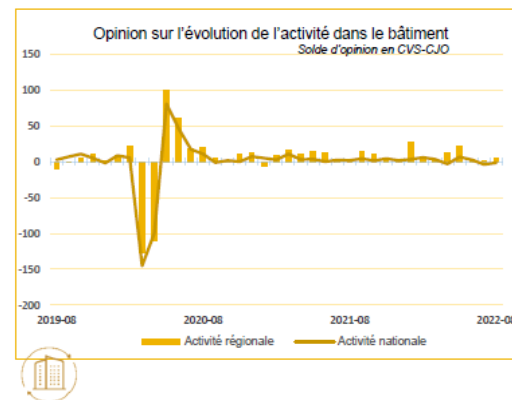
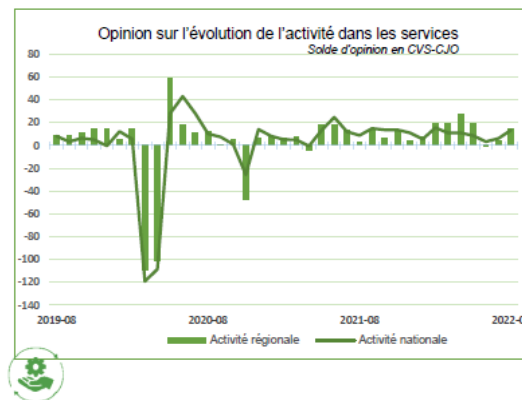
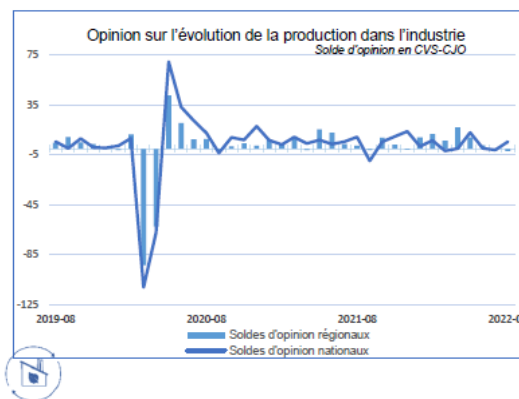
Les règles de la BCE imposent de classer en créance inéligible tout crédit déclaré en défaut et d'exclure de la cote dite « éligible » (au refinancement BCE, soit 4+ et au-dessus).

Mais la déclaration de défaut n'entraîne pas automatiquement de dégradation de cotation, traitement au cas par cas, en fonction de sa situation financière et de ses perspectives.

1. Entre chocs et incertitudes
2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »
3. La normalisation de la politique monétaire
4. Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste
5. **Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022**
6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022

# UNE ÉCONOMIE RÉGIONALE QUI RÉSISTE PLUTÔT BIEN CET ÉTÉ ... MAIS LES POINTS D'ALERTE SE MULTIPLIENT

## Situation régionale



Source Banque de France

## Points Clefs

L'activité industrielle s'est globalement stabilisée pour le 2<sup>ème</sup> mois consécutif, malgré le repli constaté dans l'industrie agro-alimentaire et les autres produits industriels. Soutenue par le dynamisme de la demande domestique, la croissance de l'activité des services marchands a de nouveau accéléré. Enfin, la production du BTP a légèrement progressé.

Du fait des difficultés de recrutement et de l'importance du « turn-over », l'augmentation des effectifs ralentit. De nouvelles hausses des prix des produits finis ont été passées qui compensent partiellement les hausses de matières premières et de l'énergie. L'opinion des chefs d'entreprise sur la situation de trésorerie se dégrade et des tensions de trésorerie sont ponctuellement apparues dans tous les secteurs couverts par l'enquête.

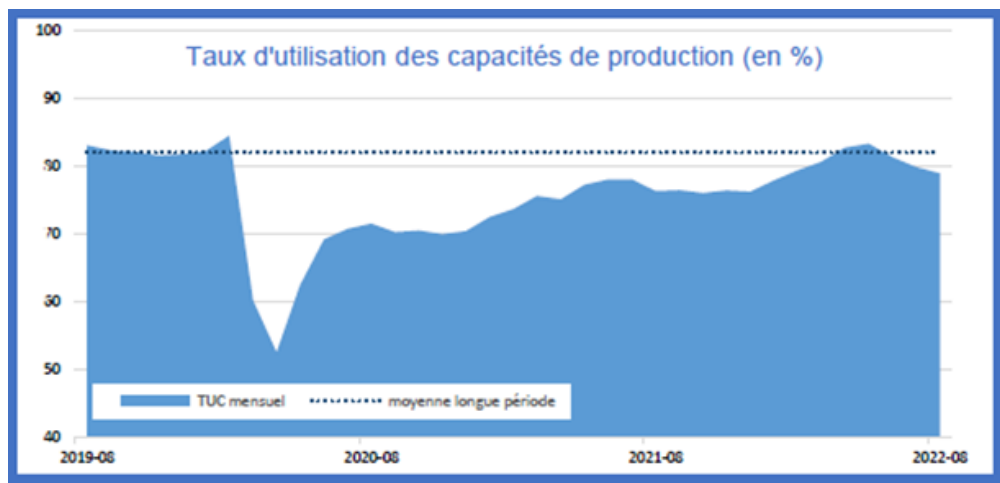
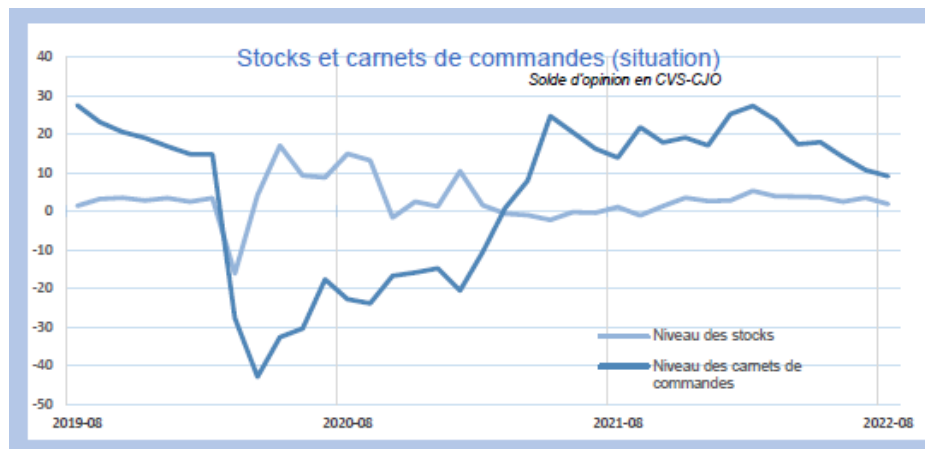
Pour septembre, les chefs d'entreprise anticipent une progression de la production dans les trois secteurs étudiés accompagnée de nouvelles hausses de prix et des effectifs.

3



## QUELQUES TENDANCES...

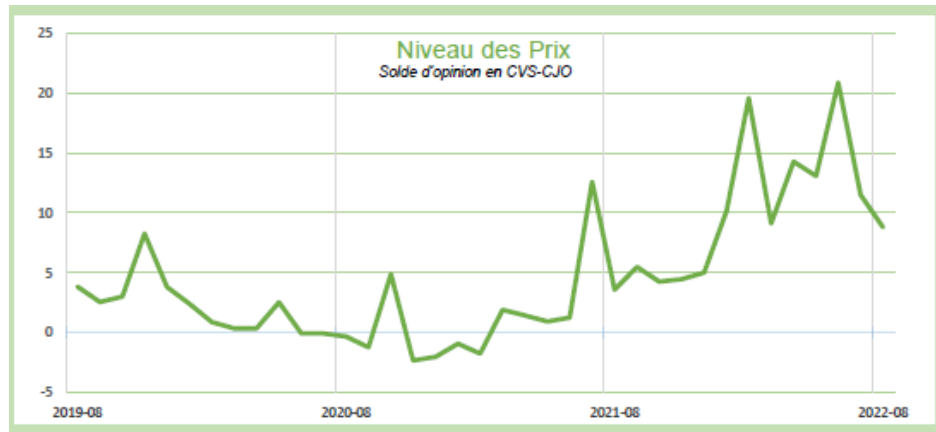
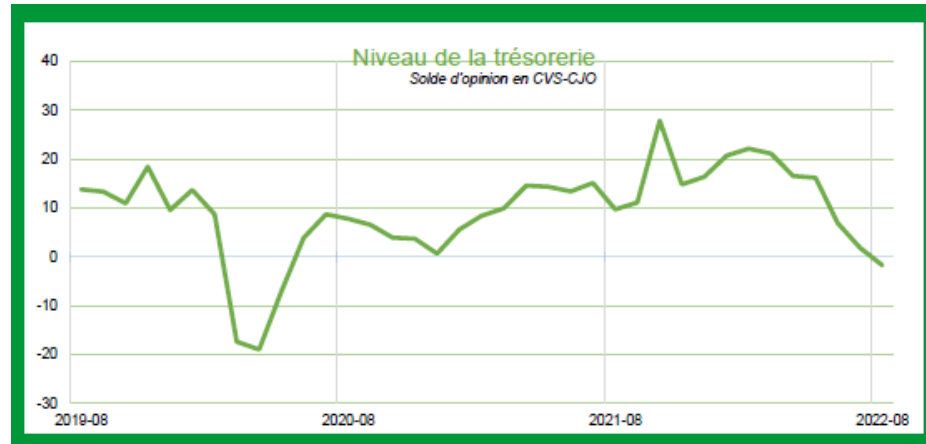
### INDUSTRIE





## QUELQUES TENDANCES...

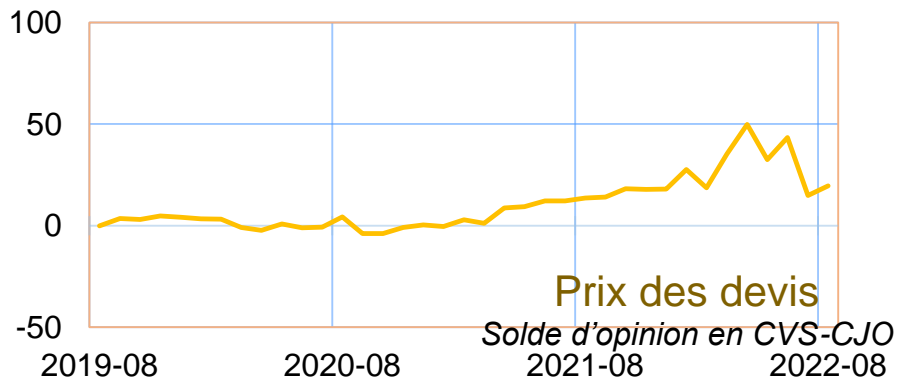
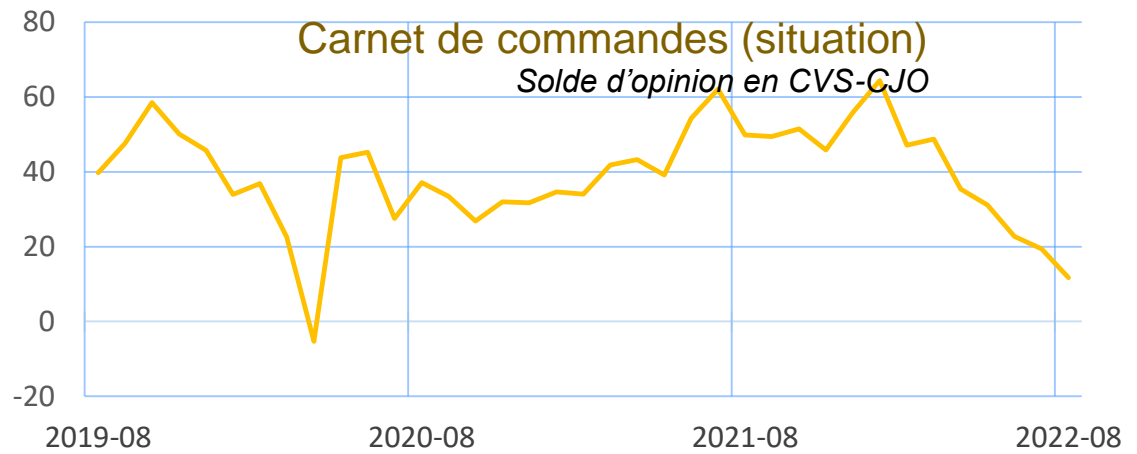
## SERVICES





## QUELQUES TENDANCES...

BTP



1. Entre chocs et incertitudes
2. Le retour de l'inflation, « plus forte et plus large »
3. La normalisation de la politique monétaire
4. Situation des entreprises en sortie de crise COVID et face au choc inflationniste
5. Les entreprises en Occitanie, enquête 08/2022
- 6. Les entreprises en Occitanie, atterrissage 2022**



# Les entreprises en région

## PERSPECTIVES 2022

Actualisation des prévisions à mi-année



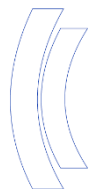
OCCITANIE

## PERSPECTIVES DES ENTREPRISES RÉGIONALES

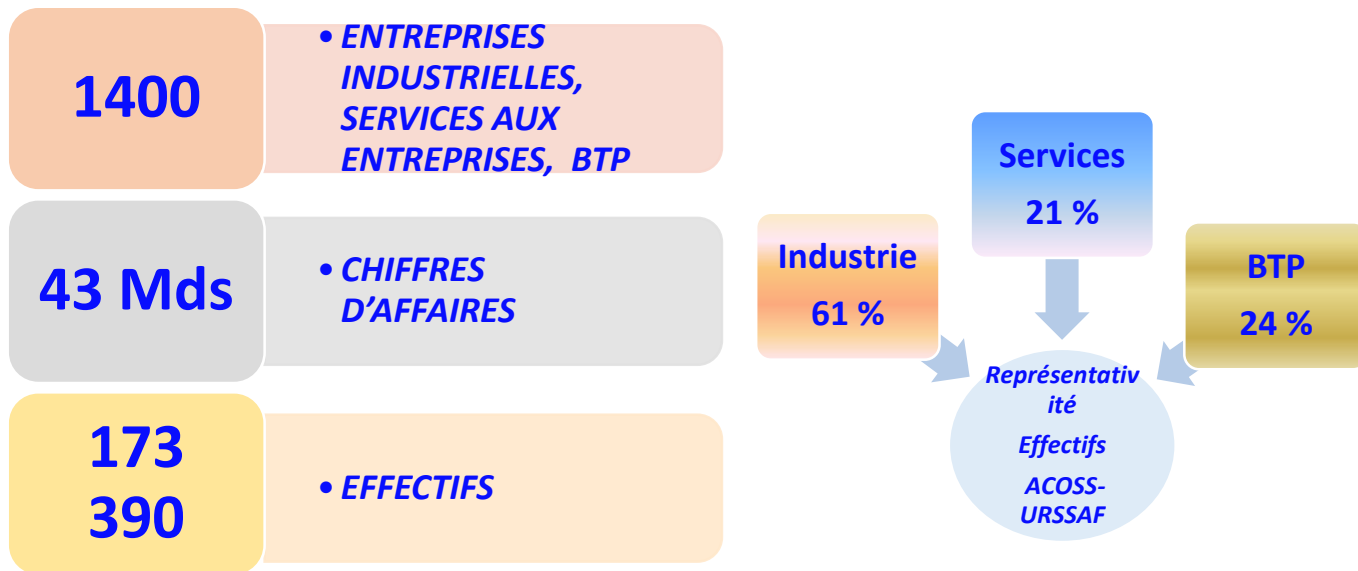
-----

### ACTUALISATION DES PRÉVISIONS 2022 A MI- ANNÉE

- Révision à la hausse de la progression du **CA en 2022** pour l'Industrie et les Services Marchands, expliquée principalement par un effet prix
- **L'investissement** est soutenu par le « ramp up » aéronautique
- **La hausse des effectifs** permanents est contrainte par les tensions du marché du travail
- Faute de pouvoir répercuter l'intégralité des hausses matières premières et énergie, **les marges des entreprises** se dégradent dans tous les secteurs étudiés



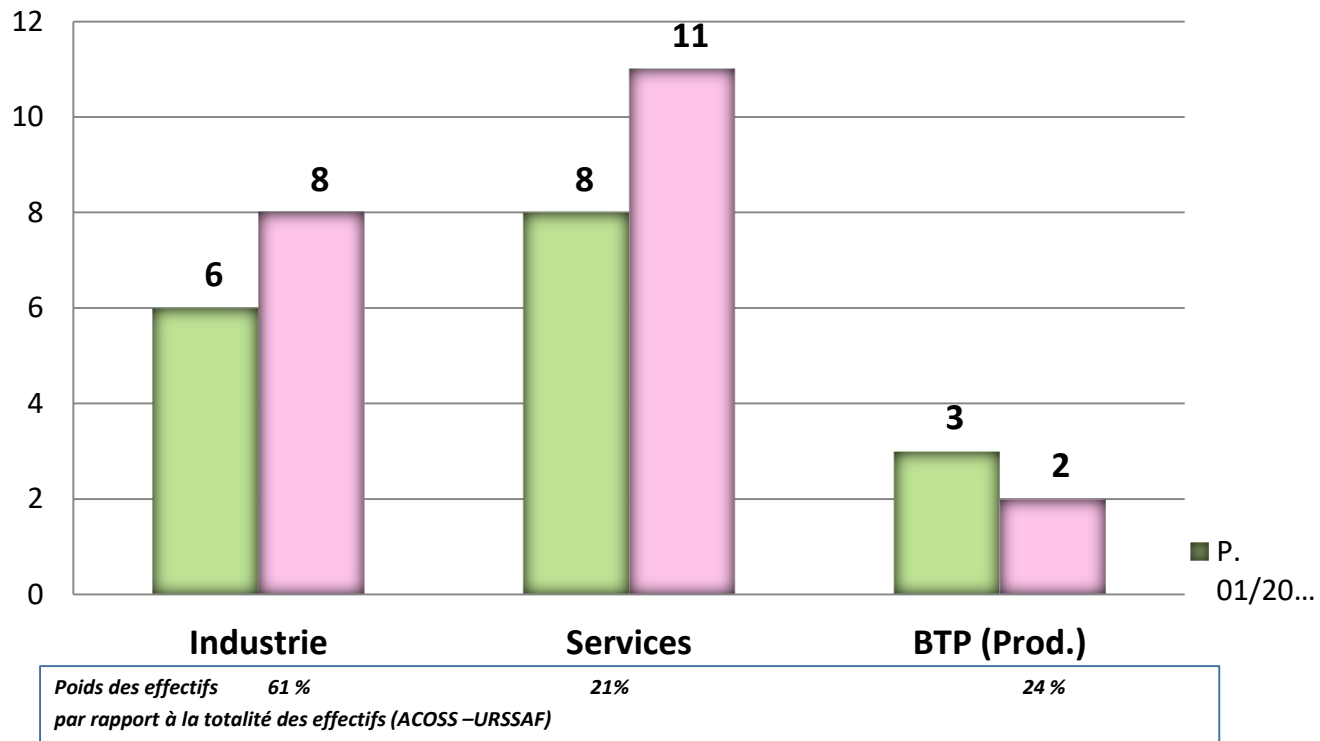
# Le cadre de l'enquête régionale réalisée en juin et juillet 2022





# Révision à la hausse des prévisions de CA du fait d'un effet prix

## ÉVOLUTION DES CHIFFRES D'AFFAIRES EN 2022 (% , g.a.)

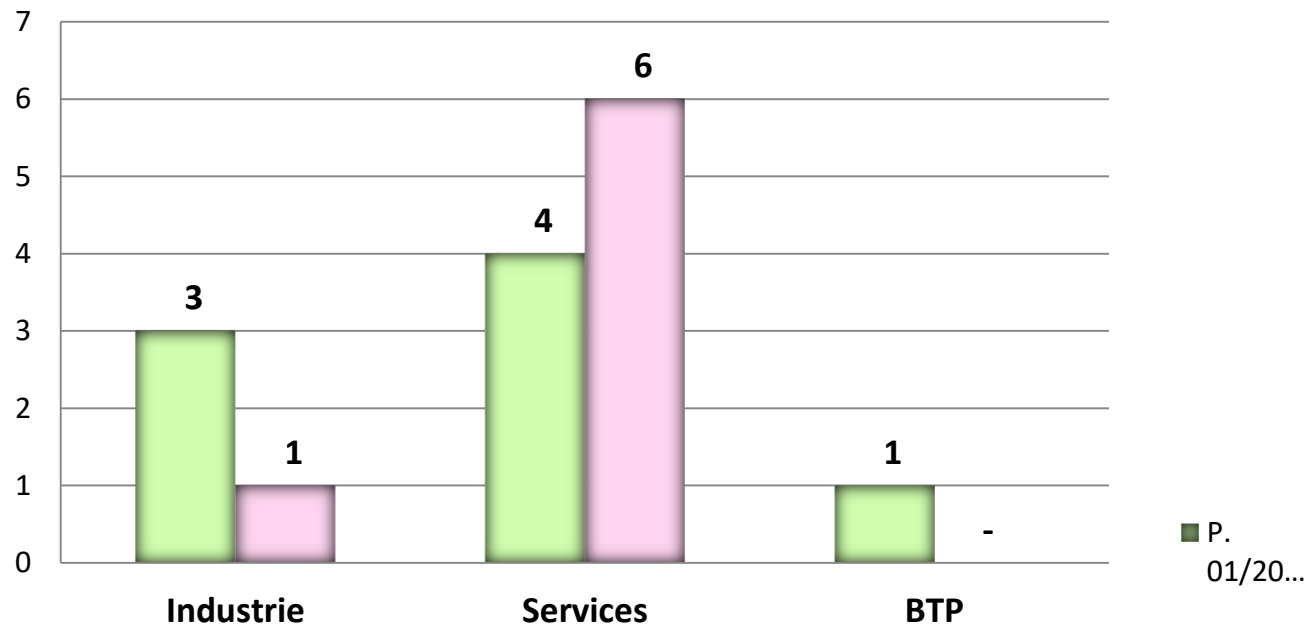


Source : Banque de France

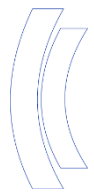


Malgré les besoins, DES RECRUTEMENTS revus à la baisse dans l'industrie et le BTP

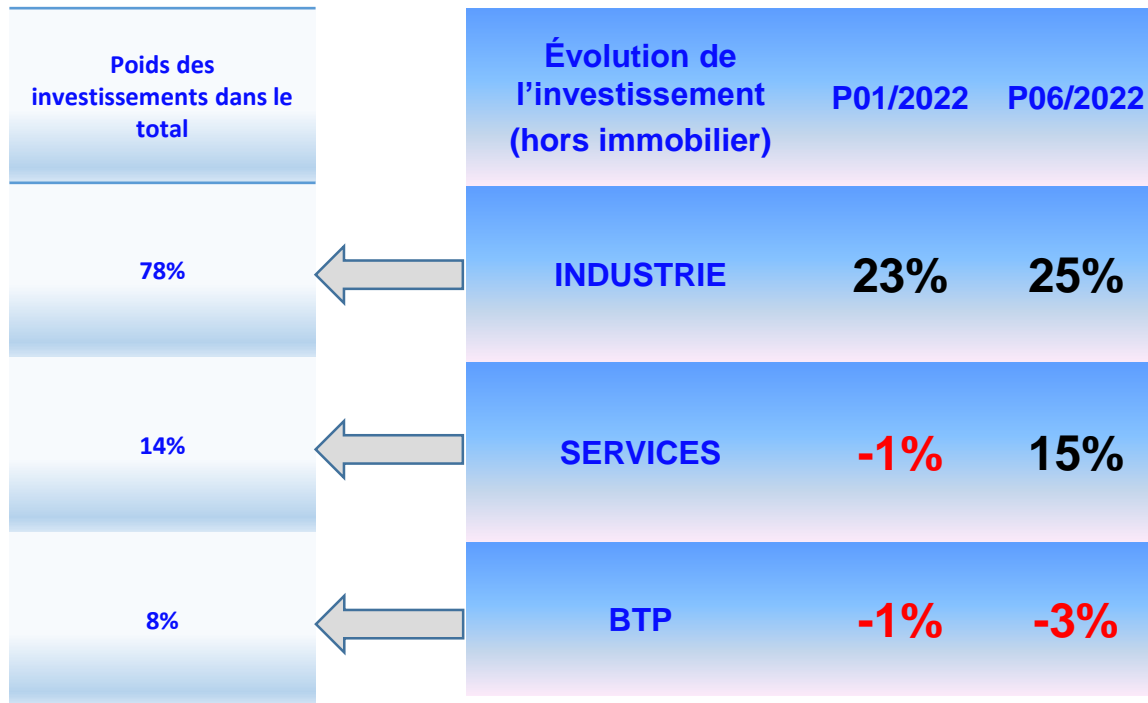
### ÉVOLUTION DES EFFECTIFS EN 2022 (% g.a.)



Source : Banque de France



# Accélération de l'investissement industriel soutenu par la filière aéronautique

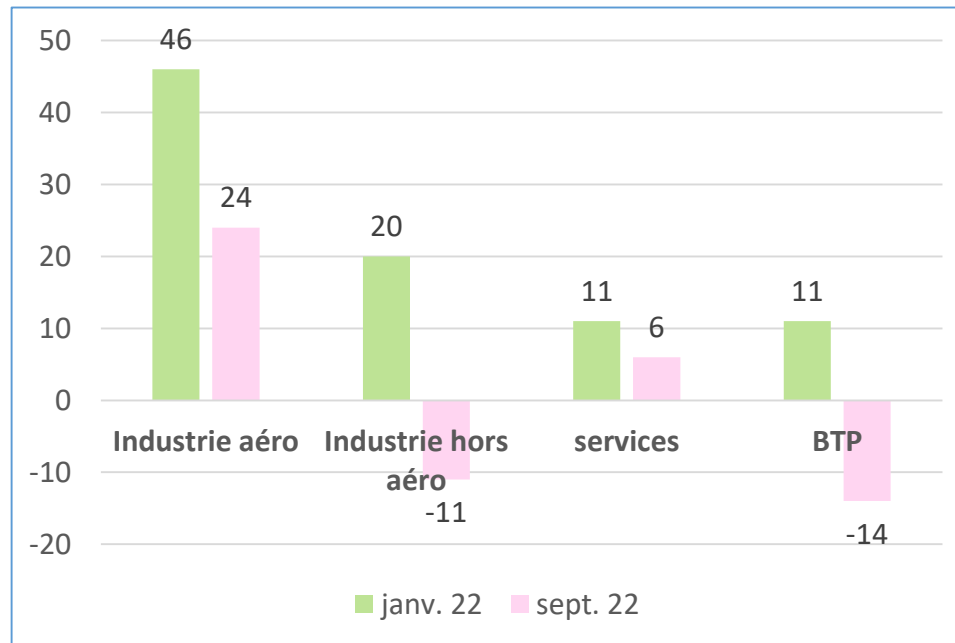


Source : Banque de France



# Forte dégradation de la rentabilité d'exploitation

Évolution de la profitabilité d'exploitation  
(en solde d'opinions - %)



Source : Banque de France